

“Parler de ‘trumpisation’ d’Ecolo en étant conservateur, c’est le pompon dans le vide de la pensée. C’est Trump qui traite quelqu’un de Trump.”

Stéphane Hazée
Chef de groupe Ecolo au parlement wallon

- Stéphane Hazée (Ecolo) dénonce le laisser-faire du gouvernement wallon chez Publifin.
- Il évoque la brutalité de l’exécutif Borsus dans la réforme des APE.
- Il revient sur les accusations de “Trumpisation” de son parti.

“Les dirigeants de Nethys ont plus de pouvoir qu’avant”

“Chez Nethys, on continue à placer des gens”

Entretien Stéphane Tassin

Le chef de groupe Ecolo au parlement wallon, c’est lui. Stéphane Hazée est reconnu par ses pairs comme étant un parlementaire sérieux, rigoureux et travailleur. Il fut l’une des chevilles ouvrières de la commission Publifin. Un an après l’annonce d’un rapport jugé ambitieux, Stéphane Hazée revient sur ce qu’il reste à faire.

Le gouvernement wallon estime que les recommandations du rapport sont quasiment toutes réalisées. Vous partagez cet avis ?

Ce rapport était un immense espoir après un énorme scandale. C’était un moment majeur dans l’histoire de la Wallonie. Un an plus tard, on doit déchanter. Il y a une série de réformes qui ont été adoptées. Il y a le décret gouvernance, même si on constate certains reculs comme l’entourloupe sur le plafond des rémunérations ou sur les incompatibilités.

Quelles incompatibilités ?

Celle entre une fonction dans le bureau exécutif d’une intercommunale et une fonction dans un cabinet qui

avait été annoncée mais non concrétisée. Alors qu’à l’époque, ce cumul avait été reproché à Claude Parmentier au cabinet Furlan. Et on constate aussi que les filiales ne sont pas aussi encadrées qu’annoncé.

Chez Nethys, est-ce que les choses changent ? Durant les travaux de la commission, la question des personnes était

essentielle, elle semble désormais secondaire, non ?

Le gouvernement laisse aller, à cause des rapports de force qui existent dans ses composantes. Il a donc transigé et laissé les choses se faire. Lorsqu’on est au plus près de ce qui a fait scandale, les choses restent en l’état. C’est affligeant et inquiétant.

Vous évoquez le fait que les dirigeants sont toujours les mêmes qu’avant ?

Lorsque la commission d’enquête dit que les personnes dont la responsabilité est engagée doivent être mises à l’écart, ce point n’est pas réalisé. Pire, ces personnes restent aux manettes et font la pluie et le beau temps. Elles ont même pris plus de pouvoir encore en se désignant dans les conseils d’administration de plusieurs filiales. Elles ont créé de nouvelles filiales. Et on envisage même de reprendre l’un d’eux pour le placer à la tête de Resa (NdLR – le secrétaire général de Nethys Gil Simon). On continue à placer les gens.

Donc, selon vous, les nominations réalisées ou envisagées seraient entachées de suspicions ?

Bien entendu. Comment imaginer que le cours de

l’histoire puisse retrouver le sens de la gouvernance au service de l’intérêt général en étant fondé sur ceux qui ont conduit le groupe dans tous les travers qui ont été constatés ? Il y a un déni dans le discours officiel du gouvernement. Il y a un an, ils disaient pourtant “plus jamais”. Des personnes en vue demandaient leur mise à l’écart. Est-ce que le gouvernement s’est résigné ? Est-ce qu’il a constaté sa propre impuissance ? Les trois chefs de file des fédérations liégeoises du PS, du MR et du CDH sont trois ministres. L’un d’eux, Daniel Bacquelaine, fait partie de ceux qui ont mis en place les comités de secteur. Ces comités, je le rappelle, étaient un système qui payait des gens à ne rien faire.

Vous n’avez pas peur que les prochaines élections locales qui verraient éventuellement les mêmes majorités

reconduites renforcent ceux qui ne veulent pas voir les choses changer ?

Certains font sans doute le pari du temps qui passe. Mais c’est un pari dangereux car le risque de voir des forces antidémocratiques obtenir un certain succès est réel.

Est-ce que faire de la politique, ce n’est pas l’apprentissage de la déception ?

Ce qui est décourageant, c’est de voir le non-respect des engagements pris en faisant croire que les recommandations sont toutes mises en œuvre. Il y a un moment donné où on se pose des questions. On veut faire avancer les choses et puis parfois on se dit à quoi bon !

“En voulant marquer les esprits, le gouvernement brusque, brutalise”

Le 19 juin 2017, lorsque le CDH annonce la fin de la majorité avec le PS, vous êtes plein d'espoir ?

J'ai d'abord été surpris. Pendant quelques jours ensuite, je me suis dit: et si c'était vrai ? Surtout au vu des arguments qui ont provoqué la rupture. Quelques jours plus tard, on comprenait enfin que la réalité n'était pas celle-là. Mais objectivement, un an après, certaines choses ont quand même évolué. La présence des femmes dans les collèges communaux, la consultation populaire, le décret GRD. Mais à côté de ça, le gouvernement ne respecte pas les engagements qu'il a pris comme la mise en place d'une commission de déontologie et d'éthique au parlement wallon. Il avait annoncé la fin des provinces et on voit que le MR et le CDH préparent un nouveau palais provincial de plus de 20 millions d'euros à Namur. Et puis, enfin, nous avons ce décret-programme qui arrive. Ce décret modifie des dizaines de législations et le parlement a quatre jours pour faire un travail préparatoire sur le texte. C'est indigne. C'est un passage en force. Ils le font maintenant pour avoir le temps de faire campagne en septembre et pour des raisons de communication.

Si je vous entends bien, c'est un gouvernement qui travaille sur la forme et pas sur le fond ?

Il y a une volonté de marquer les esprits et je ne dis pas que c'est illégitime. Mais elle le devient quand la volonté de communication prime sur le fond. Les allocations familiales et l'assurance autonomie sont reportées d'un an. Alors que le plan régional de mobilité ou encore le schéma de développement territorial sont renvoyés aux calendes grecques. En voulant marquer les esprits, ils brusquent, ils brutalisent. Avec les APE, c'est explicite.

Le gouvernement a assoupli sa communication sur les aides à la promotion de l'emploi (APE). Et a dégagé de nouveaux moyens.

Il y a eu une manifestation lundi à Namur, qui est l'expression d'une grogne et d'une inquiétude extrêmement larges. Et cette inquiétude n'est en rien politique. Tout le monde est preneur d'une réforme en matière d'APE mais les conditions dans lesquelles elle se fait inquiètent au plus haut point. Les gens ne voient pas clair. Les moyens dégagés par le gouvernement, on ne sait toujours pas comment ils seront utilisés. C'est le flou total. C'est un lapin que l'on sort d'un chapeau.

“Nous dérangeons les trois partis traditionnels”

Ecolo est attaqué de toutes parts. Vous leur faites peur ?

D'un côté, il y a une approche un peu pathétique par laquelle on reprend des faits marginaux pour construire une théorie virtuelle qui ne tient pas la route. Derrière ça, il y a des services de communication qui se sont entendus sur certains mots et qui essayent d'en faire une ligne de conduite. Bien évidemment que nous dérangeons les trois partis traditionnels quand ils s'entendent pour cautionner des pratiques détestables. Le dossier Publifin étant l'exemple paroxystique de cette situation. Ou quand nous mettons le doigt sur les questions climatiques ou de biodiversité. Et lorsque les différentes thèses que nous défendons trouvent un écho dans la population, nous dérangeons aussi.

Charles Michel a parlé aussi de “trumpisation d'Ecolo”.

Il y a un moment donné où les mots n'ont plus de sens. Surtout de la part d'un Premier ministre qui rampe dans un gouvernement où la N-VA donne le ton. La Belgique était

europophile et elle est devenue quasi eurosceptique. La Belgique était en avance sur certains enjeux climatiques. Désormais, la Belgique fait partie de ceux qui veulent faire le moins d'efforts en la matière. La Belgique était défenderesse d'une certaine justice fiscale, désormais elle cherche à l'empêcher. Du coup le MR est l'otage du parjure qu'il a fait. Parler de “trumpisation” d'Ecolo en étant conservateur, c'est le pompon dans le vide de la pensée. C'est Trump qui traite quelqu'un de Trump.

Du côté d'Ecolo, il y a eu quelques outrances aussi ? Prenons par exemple, la caricature de Francken en nazi par Ecolo J ?

Ecolo J a mis en exergue un danger, avec la liberté qui est la sienne. Certes, il y a une caricature mais il y avait aussi une vision. Est-ce qu'ils ne l'ont pas fait trop tôt ? Mais quand on utilise des éléments qui nous rapprochent de la Seconde Guerre mondiale, on prend un risque de desservir le message et d'aller dans l'excès.